

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 VILLEURBANNE

VILLEURBANNE, le 01/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MAUSER FRANCE

82 rue de l'industrie
69800 Saint-Priest

Références : UD-R-CTESSP-23-283-RP
Code AIOT : 0006104106

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/11/2023 dans l'établissement MAUSER FRANCE implanté 82 Rue de l'Industrie à Saint-Priest. L'inspection a été annoncée le 12/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MAUSER FRANCE
- 82 Rue de l'Industrie, 69800 Saint-Priest
- Code AIOT : 0006104106
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso / IED : Non Seveso / Non IED

La société MAUSER est un groupe international spécialisé dans la production de fûts et GRV (Grand Réservoir Vrac) en polyéthylène et de tonnelets métalliques. Les activités et installations ont été autorisées initialement par arrêté préfectoral du 10 mars 1967, actualisé une première fois le 10 octobre 2007.

Puis en 2015, la société MAUSER a développé une nouvelle activité de collecte, de

reconditionnement et de recyclage de GRV suite à une baisse de l'activité traditionnelle de production de fûts métalliques. Cette évolution a été encadrée, au titre des ICPE, par l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 juillet 2015 actualisant également l'ensemble des activités/installations du site.

En 2016, la société MAUSER a déposé une demande d'installation d'une unité d'extrusion et de soufflage de contenants en plastiques en régime d'enregistrement. Conjointement, un porter à connaissance pour ces nouvelles activités et les activités modifiées a été déposé. Ces évolutions ont été encadrées, au titre ICPE, par l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 juillet 2017.

Les thèmes de visite sont les suites de l'arrêté de mise en demeure du 08/04/2022 et les suites des constats de la précédente visite d'inspection non soldés au jour de la présente visite.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	AP de Mise en Demeure du 08/04/2022, article 1	Surseoir aux suites de la mise en demeure	6 mois
3	Rejets atmosphériques lignes 20 et 70	Arrêté Préfectoral du 31/07/2015, article 3.2.2	Mise en demeure	6 mois
5	Rejets atmosphériques (VLE)	- AP de Mise en Demeure du 08/04/2022, article 2 - Arrêté Préfectoral du 31/07/2015, article 3.2.3	Astreinte journalière	3 mois
6	Plan de gestion des solvants	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28.1	Lettre de suite préfectorale	6 mois
7	Rétention	Arrêté Préfectoral du 31/07/2015, article 8.4	Lettre de suite préfectorale	3 mois
11	Gestion des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 03/07/2017, article 13	Lettre de suite préfectorale	6 mois
12	Confinement des eaux d'incendie	Arrêté Préfectoral du 31/07/2015, article Titre 12	Lettre de suite préfectorale	6 mois
13	Aire manipulation produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 31/07/2015, article 8.4.IV	Lettre de suite préfectorale	7 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Rejets atmosphériques lignes 20 et 70 (étude)	AP de Mise en Demeure du 21/01/2021, article 1	Sans objet
4	Rejets atmosphériques (mesures)	Arrêté Préfectoral du 31/07/2015, article 3.2.3 & 10.2.1	Voir observation
8	Rétention	AP de Mise en Demeure du 08/04/2022, article 3	Sans objet
9	Rétention	Arrêté Préfectoral du 31/07/2015, article 8.4	Sans objet
10	Rejet eau	Arrêté Préfectoral du 03/07/2017, article 7	Voir observation

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de relever des observations et des non-conformités vis-à-vis des prescriptions examinées.

L'exploitant doit :

- déposer une nouvelle demande d'autorisation environnementale avec étude d'incidence afin de régulariser les modifications du site, à savoir l'extension géographique et l'augmentation d'activité du site ;
- raccorder les conduits 20 et 70 à l'oxydateur thermique du site ;
- respecter les VLE pour les rejets atmosphériques en COV de la ligne 91 (Etuve Sunkiss) ;
- justifier de la réparation du brûleur défectueux de l'étuve Sunkiss en réalisant une nouvelle mesure en méthane sur cet exutoire et la transmettre à l'inspection ;
- prendre en compte le fonctionnement réel des installations du site pour le calcul des émissions diffuses de COV dans le PGS ;
- mettre à jour le document de référencement des rétentions avec l'ensemble des rétentions présentes sur le site ;
- réaliser les travaux de comblement du puits perdu conformément aux règles de l'art et mettre à jour le plan des réseaux du site.

Au regard de la persistance des rejets non conformes de la ligne 91 [Etuve Sunkiss], l'inspection propose à Madame la préfète de prendre un arrêté préfectoral d'astreinte journalière d'un montant de 30€ par jour jusqu'à satisfaction de la mise en demeure du 08/04/2022 (article 2).

Enfin, l'inspection propose à Madame la préfète :

- de mettre en demeure la société MAUSER de raccorder les conduits 20 et 70 à l'oxydateur thermique du site, conformément à l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 31/07/2015 qui prévoyait que cette opération soit réalisée au plus tard en janvier 2016 ;
- de lever la mise en demeure du 21/01/2021 (article 1) et du 08/04/2022 (article 3).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 08/04/2022, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Régularisation
Prescription contrôlée : Sous un délai de 4 mois, la société MAUSER FRANCE est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 1.4.1 de l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2015, en régulant sa situation administrative suite au projet de modification de régularisation et d'extension, comme demandé dans la lettre du 21 avril 2020 (copie en annexe de ce rapport).
Constats : Le 09/02/2023, l'exploitant a transmis un mémoire en réponses au courrier de l'inspection du 21/04/2022 concernant son porter à connaissance du 04/09/2019. Les réponses apportées demeurent incomplètes sur plusieurs points, notamment sur les émissions de COV dans l'atmosphère, la défense incendie sur site, la protection de la nappe de l'est lyonnais (gestion des eaux pluviales et rétention des eaux susceptibles d'être polluées). L'inspection considère que le projet de modification, de régularisation et d'extension du site, tel que présenté dans le porter à connaissance de 2019 est substantiel, eu égard aux dangers et inconvénients (Article R. 181-46, I, 3° du code de l'environnement); dû notamment aux augmentations, dans les unités de mesures de la nomenclature, des activités relevant des rubriques 2940-3 (Enregistrement) et 2718 (Autorisation). L'inspection propose à Madame la préfète de surseoir aux suites de ce point de la mise en demeure du 08/04/2022. Demande n°1 : sous 6 mois, l'exploitant dépose une demande d'autorisation environnementale avec étude d'incidence afin de régulariser les modifications du site, à savoir l'extension géographique et l'augmentation d'activité du site. Avant le dépôt de ce dossier, et le plus tôt possible dans cette démarche, l'exploitant est invité à contacter le service de la DREAL qui aura en charge l'instruction de cette demande afin d'avoir un échange de cadrage (mail : tessp.ud-r.dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Surseoir aux suites de la mise en demeure
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Rejets atmosphériques lignes 20 et 70 (étude)

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/01/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en conformité des rejets atmo des lignes 20 et 70
Prescription contrôlée : Proposer une solution technique et un devis de la mise en conformité des rejets atmosphériques des lignes 20 et 70 à l'inspection des inspections classées – délai de 6 mois à compter de la notification de cet AMD
Constats : Lors de la précédente visite du 04/02/2022, l'exploitant avait indiqué rechercher des solutions

pour supprimer les sources d'émission de COV pour les lignes 20 et 70 (remplacement des vernis solvantés).
Lors de la présente visite, l'exploitant indique poursuivre ses essais pour substituer les vernis solvantés mis en œuvre sur les lignes 20 et 70, et avoir également pour projet l'installation d'un deuxième oxydateur thermique de COV sur lequel sera relié, en outre, les lignes 20 et 70.
Avant la visite, l'exploitant a transmis le devis de la société Dürr du 24/03/2023 concernant un oxydateur thermique.
L'inspection propose à Madame la préfète de lever la mise en demeure du 21/01/2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Rejets atmosphériques lignes 20 et 70

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/07/2015, article 3.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, exutoire
Prescription contrôlée : - Les conduits de rejets 20 et 70 seront raccordés à l'oxydateur thermique au plus tard le 01/2016
Constats : L'exploitant indique que les conduits des cabines de rechargement 20 et 70 ne sont pas reliés à l'oxydateur thermique (cf. constat 2).
Demande n°2 (proposition de mise en demeure) : sous 6 mois, l'exploitant raccorde les conduits 20 et 70 à l'oxydateur thermique, conformément à l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 31/07/2015.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : mise en demeure
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Rejets atmosphériques (mesures)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/07/2015, article 3.2.3 & 10.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets
Prescription contrôlée : Les mesures portant sur les rejets de l'oxydateur thermique doivent être réalisées tous les ans.
Constats : Lors de la précédente visite du 04/02/2022, l'inspection avait demandé à l'exploitant de faire réaliser, pour la prochaine campagne de mesures prévue en 2022, des mesures pour tous les exutoires précisés aux articles 3.2.2 et 10.2.1 de l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2015. Avant la visite, l'exploitant a transmis les rapports des mesures des rejets atmosphériques réalisés par Socotec et l'Apave respectivement pour les campagnes des années 2022 et 2023.

L'inspection constate que des mesures ont été réalisées sur l'ensemble des points de rejets mentionnés dans l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2015, mais pas sur le point de rejet de la zone de manipulation de déchets émettant des COV lors des opérations de tri/transit/regroupement défini à l'article 12 de l'arrêté préfectoral du 03 juillet 2017.

L'exploitant précise qu'il ne dispose pas d'une telle zone d'où l'absence de mesures.

Observation : Dans le cadre de la nouvelle demande d'autorisation environnementale l'exploitant intègre la suppression de la zone de manipulation de déchets émettant des COV lors des opérations de tri/transit/regroupement.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Rejets atmosphériques (VLE)

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 08/04/2022, article 2 ; Arrêté Préfectoral du 31/07/2015, article 3.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Respect VLE

Prescription contrôlée :

- Mise en Demeure du 08/04/2022 : Dans un délai de 4 mois l'exploitant respecte les VLE pour les rejets atmosphériques en COV de la ligne 91 [Etuve Sunkiss], conformément à l'article 3.2.3 de l'AP du 31/07/2015

- Arrêté Préfectoral du 31/07/2015, article 3.2.3 : Les flux des polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes : (...)

Constats :

A la lecture du rapport de l'Apave du 17/02/2023 sur les rejets atmosphériques, l'inspection constate :

- des dépassements de VLE des COVNM pour l'exutoire "Etuve Sunkiss (91)" : C = 83,8 mg/m³ et F = 10,18kg/j (VLE respectivement à 50 mg/m³ et 2.8kg/j) ;
- des mesures de rejets de COVNM pour des exutoires non réglementés par les arrêtés préfectoraux du site ;
- des rejets très significatifs en méthane pour l'exutoire de l'étuve Sunkiss (91), soit 381,2kg/j. Le rejet de ce gaz n'est pas réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du site car il n'est pas mentionné dans le DAE de 2016.

L'exploitant indique qu'il a identifié :

- un dépassement chronique des VLE pour les COVNM pour l'exutoire 91 SUNKISS (depuis 2020 d'après le mémoire en réponse de février 2023), et qu'il envisage d'installer un nouvel oxydateur thermique sur lequel sera relié l'exutoire de l'étuve Sunkiss (91), en plus des conduits 20 et 70 ;
- un dysfonctionnement du brûleur de l'étuve SUNKISS qui d'après lui était à l'origine des émissions non prévues de méthane, et avoir procédé à des travaux correctifs pour résoudre ce dysfonctionnement.

Demande n°3 : L'exploitant respecte la mise en demeure du 08/04/2022 (article 2) en respectant les VLE pour les rejets atmosphériques en COV de la ligne 91 [Etuve Sunkiss].

Au regard de la persistance des rejets non conformes de la ligne 91 [Etuve Sunkiss], l'inspection propose à Madame la préfète de prendre un arrêté préfectoral d'astreinte journalière d'un

montant de 30€ par jour, jusqu'à satisfaction de la mise en demeure du 08/04/2022 (article 2).
Demande n°4 : Sous 3 mois, l'exploitant justifie la réparation du brûleur défectueux de l'étuve Sunkiss en réalisant une nouvelle mesure en méthane sur cet exutoire et la transmet à l'inspection.
Demande n°5 : Dans le cadre de la nouvelle demande d'autorisation environnementale, l'exploitant actualise la liste des exutoires et propose pour les nouveaux exutoires des VLE (substances, concentration, flux).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte journalière , lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Plan de gestion des solvants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28.1
Thème(s) : Risques chroniques, PGS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a déposé sur GEREPE son PSG 2022, réalisé en mars 2023.</p> <p>Comme les années précédentes, l'exploitant conclut à l'absence d'émission diffuse de COV.</p> <p>L'exploitant indique avoir canalisé les émissions de COV issue de la salle de mélange.</p> <p>L'inspection constate que l'exutoire de la salle de mélange est situé à 40cm environ du niveau du sol. Vu sa proximité du sol, l'inspection considère que cet exutoire n'offre pas des conditions propices à la dispersion des COV dans l'atmosphère.</p> <p>D'après les mesures de rejets atmosphériques réalisés par l'Apave en 2023, la concentration en COVNM pour cet exutoire était de 52,7mg/m³ (le flux n'a pas été calculé).</p> <p>Lors de la visite sur site, l'inspection constate qu'une cabine de peinture dispose de portes ajourées dans sa partie supérieure qui laisse échapper dans l'atelier des émanations de peinture. Aussi, l'inspection considère que le PGS n'est pas fiable sur le calcul des émissions diffuses.</p> <p>Demande n°6: Dans le cadre de la nouvelle demande d'autorisation environnementale, l'exploitant présente une modification de l'exutoire de la cabine de préparation de peinture, et se positionnera sur les VLE de ce nouvel exutoire (substances, concentration, flux).</p> <p>Demande n°7 : Lors de l'élaboration du prochain PGS (2023), l'exploitant prend en compte le fonctionnement réel des installations pour le calcul des émissions diffuses de COV.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/07/2015, article 8.4
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien des rétentions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I/ Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> — dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des fûts ; — dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; — dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. <p>III/ Les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente visite du 04/02/2022, l'inspection avait demandé à l'exploitant de mettre à jour le document de référencement des rétentions avec l'ensemble des rétentions présentes sur le site, dans un délai de 3 mois [<i>l'inspection avait constaté que deux rétentions (celles situées à proximité du local de stockage des produits inflammables et celles servant au stockage des déchets résine et liquides collectés avant évacuation en filière déchets) ne sont pas référencées dans le document de l'exploitant</i>].</p> <p>L'exploitant indique ne pas avoir mis à jour le document évoqué.</p> <p>Demande n°8 : Sous 3 mois, l'exploitant met à jour le document de référencement des rétentions avec l'ensemble des rétentions présentes sur le site.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Rétention

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 08/04/2022, article 3

Thème(s) : Risques accidentels, étanchéité rétention
Prescription contrôlée : Sous 6 mois, l'exploitant justifie l'étanchéité de la rétention du local de stockage de peintures et vernis
Constats : L'exploitant indique avoir fait poser une nouvelle résine époxydique dans le local de stockage de peintures et vernis et sous l'auvent. Après la visite, l'exploitant a transmis la facture correspondante de la société EGPI du 12/10/2022. L'inspection propose à Madame la préfète de lever la mise en demeure du 08/04/2022 sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/07/2015, article 8.4
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien des rétentions
Prescription contrôlée : III/ Les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.
Constats : Lors de la précédente visite du 04/02/2022, l'exploitant avait indiqué qu'il prévoyait la pose d'un auvent en acier au-dessus des rétentions associées aux cuves de solvants. L'inspection a constaté la présence d'un auvent au-dessus des rétentions associées aux cuves de solvants.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Rejet eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2017, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet eaux
Prescription contrôlée : En dehors des eaux de rinçage de l'extérieur des IBC, il n'y a aucun autre rejet d'eaux polluées au réseau d'eaux usées
Constats : L'exploitant indique que le site n'a plus de rejet d'eaux usées industrielles, et que les seuls rejets d'eaux usées sont désormais domestiques (sanitaires). Néanmoins, l'inspection constate que l'exploitant dispose d'une autorisation de déversement des eaux usées autres que domestiques, établie par le Grand Lyon le 27/04/2023, qui porte spécifiquement sur les rejets d'eaux des activités de test de pression des IBC et de lavage des sols.

L'exploitant indique avoir modifié ses process, lui permettant de réutiliser une partie des eaux usées industrielle et d'éliminer l'autre partie dans les filières agréées de traitement des déchets.
L'exploitant indique que cette convention n'est plus d'actualité compte tenu de l'absence de rejet d'eaux usées autres que domestiques du site.
Observation : Dans le cadre de la nouvelle demande d'autorisation environnementale, l'exploitant intègre la modification concernant les rejets aqueux du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Gestion des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2017, article 13
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en conformité de la gestion des eaux pluviales
Prescription contrôlée : Dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant communique à l'inspection des ICPE une étude pour mettre en conformité la gestion des eaux pluviales impactées par le projet du 14/11/2016 avec me Guide de la Doctrine du SAGE Lyonnais.
Constats : Lors de la précédente visite du 04/02/2022, l'inspection avait demandé à l'exploitant de réaliser les travaux pour combler le puits perdu conformément aux règles de l'art dans un délai de 6 mois ; de mettre à jour le plan des réseaux du site, en y supprimant ce puits et en ajoutant une légende lisible sur le document, dans un délai de 6 mois. Lors de la présente visite, l'exploitant indique que ce puits est situé sur l'extension géographique du site, présenté dans le porter à connaissance de 2019. Demande n°9 : Dans le cadre de la nouvelle demande d'autorisation environnementale, l'exploitant présente des mesures de gestion des eaux pluviales conforme au SAGE de l'est lyonnais qui interdit les puits perdus. Demande n°10 : Sous 6 mois, l'exploitant réalise les travaux pour combler le puits perdu conformément aux règles de l'art et met à jour le plan des réseaux du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 12 : Confinement des eaux d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/07/2015, article Titre 12
Thème(s) : Risques chroniques, Bassin de rétention
Prescription contrôlée : Délai de mise en place d'un système de confinement des eaux d'extinction : un an à compter de la notification du présent arrêté

Constats :

Lors de la précédente visite du 04/02/2022, l'inspection avait demandé à l'exploitant dans un délai de 3 mois, de transmettre les calculs D9 et D9A réalisés ainsi que les volumes des rétentions disponibles sur le site en cas d'incident.

L'exploitant a transmis dans son mémoire en réponses de février 2023 (en relation avec son PAC 2019) les calculs du D9 et D9A.

L'exploitant indique que le site ne dispose pas de rétention pour les eaux d'extinction incendie.

Avant la visite, l'exploitant a transmis les résultats d'essais de débits individuels et simultanées de poteaux incendie. Les résultats montrent que l'exploitant dispose du débit imposé par l'arrêté du 31 juillet 2015 (180m³/h), mais pas celui calculé pour les extensions réalisées sur le site (840m³/h).

Demande n°11 : Dans le cadre de la nouvelle demande d'autorisation environnementale, l'exploitant présente les moyens de défenses incendie permettant de disposer du débit d'eau d'extinction incendie requis par le guide CNPP D9, ainsi que de la capacité de rétention des eaux susceptibles d'être polluées requise par le guide CNPP D9A pour l'ensemble du site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 6 mois

N° 13 : Aire manipulation produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/07/2015, article 8.4.IV

Thème(s) : Risques accidentels, Produits chimiques

Prescription contrôlée :

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Constats :

L'inspection constate la présence en plein air d'une palette de produits dangereux, posée directement au sol, hors d'une aire répondant à la prescription visée.

L'exploitant indique que les produits présents dans cette palette sont sous forme solide (poudre). L'inspection constate qu'en cas de déversement accidentel de ces produits dangereux au sol, ils pourraient se mélanger avec l'eau de pluie et être rejetés dans le réseau d'eau pluviale de voirie.

Demande n°12: Sous 7 jours, l'exploitant stocke les produits dangereux de manière à pouvoir les récupérer en cas de déversement accidentel au sol, conformément à l'article 8.4.IV de l'arrêté préfectoral du 31/07/2015.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 7 jours

ANNEXE



PRÉFET DU RHÔNE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le

21 AVR. 2020

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement

Dossier suivi par Radouane HORRANE

Tél : 04 72 61 37 35

Fax : 04 72 61 37 24

E-mail : radouane.horrane@rhone.gouv.fr

L.R. + A.R. n° 1A 177 715 7572 9

Monsieur,

Par courrier du 4 mars 2019 complété le 25 mars 2020, vous m'avez transmis un porter à connaissance concernant le projet de modification, de régularisation et d'extension relatif à votre établissement situé 82, rue de l'Industrie à SAINT-PIEST, conformément aux dispositions de l'article L. 181-14 du code de l'environnement.

Après examen de votre demande, je vous informe que dans son rapport du 20 avril 2020, la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées, considère que cette modification est substantielle. Elle estime que le projet de modification de régularisation et d'extension doit être soumis à la procédure d'autorisation environnementale avec étude d'incidence.

En conséquence, je vous invite à déposer auprès de mes services, un dossier de demande d'autorisation environnementale. En accord avec la décision n°69-DDPP-010 d'examen au cas par cas, ce dossier devra comporter une étude d'incidence environnementale.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Pour la directrice départementale,

L'adjointe au chef de service

Anabelle BIZIERE

SOCIÉTÉ MAUSER FRANCE
82, rue de l'Industrie B.P. 277
69803 SAINT-PIEST CEDEX

Copie UD DREAL